

13 mars 1986 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

## Interview de M. François Mitterrand, Président de la République, accordée au magazine "Globe" publié le mercredi 13 mars 1986.

FRANCOIS-MARIE BANIER.- Monsieur le Président, quand on est Président de la République, on a un immense pouvoir. Qu'est-ce donc que ce pouvoir ? Est-ce une manière de changer le monde ? Ou bien est-ce une ivresse ? Bref, qu'est le -rapport qu'entretient François Mitterrand avec le pouvoir ?

- LE PRESIDENT.- Pour moi, le pouvoir n'a pas été un cadeau du ciel... Ni un droit de succession. Il a été acquis, conquis au bout de très longues années de lutte, non pas de luttes individuelles bien qu'on m'ait fait la réputation d'être ambitieux pour moi-même, mais de luttes à la tête d'un mouvement politique, d'un courant de pensée, le socialisme. Le pouvoir, capricieux par nature, s'est rapproché peu à peu... En fait, il a fallu quinze ans. Autant qu'il en avait fallu à Léon Blum, de 1921 à 1936. Ce pouvoir, lentement mûri, a été nourri par de multiples actions sur le terrain et inspiré par un choix de société, une idée des rapports de l'homme et de la société, du citoyen et de l'Etat. Que le pouvoir permette d'agir, de réaliser ce pour quoi on a mobilisé l'essentiel de sa vie, c'est exaltant. Mais ça ne m'a pas monté à la tête, ne parlons donc pas d'ivresse. Et puis il y a les pouvoirs du pouvoir : avoir l'armée à sa disposition, se voir saluer par les soldats ou la police au coin de la rue, ne pas avoir de contraventions... oui, oui..., mais je n'y suis pas très sensible ! Ma vie personnelle n'a pas changé et ne changera pas... Reste, il est vrai, que c'est un moteur puissant pour un homme que d'agir sur les hommes, que d'agir sur les choses.

- FRANCOIS-MARIE BANIER.- Et vous imaginiez avant d'être élu, l'étendue de ce pouvoir ?

- LE PRESIDENT.- Oui, je l'imaginai parce qu'avant moi, il y avait eu de Gaulle, Pompidou, Giscard d'Estaing et que je les avais vus à l'oeuvre. Les institutions sont bâtarde, j'ai d'ailleurs voté contre. Elles ont été voulues par de Gaulle qui se moquait un peu du texte, assuré qu'il était de régner et que le régime reposait sur sa personne. Il y a donc eu certaines négligences de conception et de rédaction et on s'en apercevra peut-être un jour... L'usage ajouté aux textes a fait que le Président de la République joue sur un vaste clavier. Elu par le suffrage universel, je peux moi-même le mesurer. Mais ma règle, faute d'avoir le moyen de la changer, est d'appliquer strictement la Constitution. Parce que c'est la loi.

FRANCOIS-MARIE BANIER.- Est-ce que ça procure une ivresse de savoir qu'on n'a de compte à rendre à personne ? Qu'on est un peu comme D... ?

- LE PRESIDENT.- Holà, Dieu, vous y allez fort ! L'ivresse... Si on a beaucoup de pouvoirs et que cela vous rende ivre, quel danger pour la démocratie ! Je suis passionné. Pas ivre.

- FRANCOIS-MARIE BANIER.- Avez-vous des gardes-fous personnels ?

- LE PRESIDENT.- Pour moi, il n'y en a qu'un : la conscience que j'en ai.

- FRANCOIS-MARIE BANIER.- Mais on ne perd jamais le contact avec la réalité ?

- LE PRESIDENT.- On peut être isolé, en effet, par l'étendue de ces pouvoirs, car il se crée chez les autres, autour de soi, à cause des autres, un cercle peu facile à franchir. Les autres se tiennent à distance. On me dit "oui" parfois avant que je le sollicite. Pas toujours bien sûr, mais c'est la tendance. Cela dit, lorsque je suis arrivé ici, M. Giscard d'Estaing m'a dit avant de s'en aller : "Oh, vous verrez, cette solitude..." Non, je ne la connais pas. Je travaille ici environ douze heures par jour. Mais je sors aussi. Je vais acheter mes livres dans les librairies et au restaurant une ou deux fois par semaine et au théâtre, au spectacle. Et il y a beaucoup d'amis qui me parlent librement. Non

rois par semaine à au théâtre, au spectacle. Et j'ai de bons amis qui me parlent librement. Non, je ne me sens pas isolé.

- FRANCOIS-MARIE BANIER.- Mais l'homme François Mitterrand n'a pas changé ?

- LE PRESIDENT.- J'ai déjà répondu.

- FRANCOIS-MARIE BANIER.- Vous parliez à l'instant de ces gens qui se tiennent à distance. Certains osent-ils, malgré tout, s'approcher ?

- LE PRESIDENT.- Oui, parmi ceux que je connais et qui savent qu'ils peuvent le faire. Il y a aussi des courtisans... Disons que j'ai des courtisans, mais pas de cour.\

VALERIE KAPRISKY.- A propos de solitude. Monsieur le Président, est-ce qu'il vous arrive de vous promener seul dans Paris ? D'être vraiment seul ?

- Le PRESIDENT.- Souvent oui... à l'heure du déjeuner quand je ne reçois pas ou en fin d'après-midi. Seul, oui, bien que, pour être précis, je n'échappe pas au contrôle discret des services de sécurité, qui ne sont jamais très loin. Deux ou trois inspecteurs ou gendarmes qui, à distance, regardent ce qui se passe. En province, quand je vais dans la Nièvre ou chez moi en Charente, je suis très libre. Mais à Paris, je m'y soumetts. Au restaurant, dans la rue, j'oublie que je suis sous surveillance. Je suis au service de l'Etat, cela comporte des obligations que je comprends et que j'admets.

- VALERIE KAPRISKY.- Et dans vos échappées, quelle est votre rue préférée à Paris ?

- LE PRESIDENT.- Ma voie habituelle, c'est le boulevard Saint-Germain. J'ai longtemps été député et j'habite à Maubert, c'était donc très pratique d'aller de chez moi au Palais Bourbon, en trente cinq, quarante minutes, ou davantage quand je m'attardais à lécher les vitrines, plaisir toujours renouvelé. La promenade idéale... Je viens de temps en temps de la rue de Bièvre à l'Elysée quelquefois par les quais. Actuellement, les quais avec le vent qui s'engouffre, c'est un peu décourageant. Quant à ma préférence esthétique, ça c'est une autre affaire. J'ai une prédilection pour certaines rues du Marais ou bien pour l'itinéraire de ma jeunesse, rue de Vaugirard, Luxembourg, Soufflot.\

VALERIE KAPRISKY.- L'architecture semble beaucoup vous importer ? Et surtout une certaine architecture. Tous les grands travaux que vous avez voulus sont d'une inspiration très moderniste.

- LE PRESIDENT.- La plupart des grands travaux architecturaux ont été soumis à des concours internationaux - qui ont connu un vaste succès, - ou nationaux. Je n'exerce qu'un choix final et tiens compte des jurys. Mais un concours a des règles contraignantes pour celui qui doit décider. C'est un risque ! Car, quand le bâtiment sera construit, pendant quelques siècles peut-être on dira "Ah ! mais c'est lui qui a accepté cette horreur... "

- FRANCOIS-MARIE BANIER.- Ca vous est déjà arrivé d'entendre cela ?

- LE PRESIDENT.- Non. Mais il y a des projets qui ne m'enchantent pas. Je préfère vous dire un mot de ce dont je suis content. Je suis très content, par exemple, du Grand Louvre, de la pyramide.

- VALERIE KAPRISKY.- Je réalise que vos goûts ne sont pas vraiment liés à l'instant. Dans vos choix on retrouve à la fois des formes très modernes, très pures, presque éternelles.

- LE PRESIDENT.- C'est vrai. Il se trouve qu'ont prévalu, le plus souvent, des formes simples. La Géode, à La Villette. Elle est très belle. Comme la pyramide dont vous voyez l'esquisse ici, sur ce chevalet. Et aussi l'arche de la Défense, magnifique, arc de triomphe nouveau, deux fois plus haut que celui de l'Etoile, et qui va continuer la perspective tracée depuis le XVIIIème siècle, du Louvre à la terrasse de Saint-Germain en Laye. Finalement, on a un cube, une sphère, une pyramide. Et des colonnes (Buren, au Palais Royal). Vous avez tout à fait raison de m'en faire l'observation. Mais ce n'était pas un plan préconçu.

- VALERIE KAPRISKY.- C'est en tout cas bien plus intemporel que le Centre Pompidou, très audacieux mais qui a déjà vieilli !

- LE PRESIDENT.- C'est un peu mon sentiment aussi. Mais ne boudons pas notre plaisir. C'est un peu plus pour Paris et pour l'art du siècle.

- FRANCOIS-MARIE BANIER.- Etonnant, monsieur le Président, cette discussion, vous étiez plus connu pour vos idées que pour vos goûts !

- LE PRESIDENT.- Je ne prétends pas imposer mes goûts et vous laisse juge de mon goût.\

FRANCOIS-MARIE BANIER.- C'est difficile de changer le visage d'une ville mais c'est beaucoup plus difficile de changer le visage d'une société. Pensez-vous que votre septennat, déjà entamé, a changé un peu la société ?

- LE PRESIDENT.- Oui, mais pas suffisamment. Il faut avoir une idée modeste de la capacité d'un homme, d'une équipe, d'une génération à transformer sans révolution une société. Le temps, alors, doit être votre ami. S'il s'y refuse... Mais je crois au bon vouloir du temps. A condition de ne jamais abandonner l'objectif recherché. Il y a plusieurs façons d'agir pour obtenir une transformation décisive...

- FRANCOIS-MARIE BANIER.- Vous avez rêvé d'être Lénine ?

- LE PRESIDENT.- Non.

- FRANCOIS-MARIE BANIER.- Ni d'être révolutionnaire un jour ?

- LE PRESIDENT.- Qui ne l'a rêvé ? Mais je n'ai pas rêvé d'être Lénine, parce que Lénine a existé et que je connais la projection sur la durée de son action. Tout est terrible sans liberté. L'autre approche, l'approche démocratique, ne permet pas les césures rapides, radicales et ne peut donc répondre aux aspirations de la jeunesse qui rêve de changements radicaux, par sens de l'absolu. Mais le sens de l'absolu ne doit pas gouverner les individus dans leurs rapports avec les autres. On peut être absolu dans ses sentiments, ses passions, sa foi, à l'égard de soi-même. La conduite d'une société exige d'autres vertus. Ou bien gare à l'inquisition, aux dragonnades, à la terreur, au fascisme, à Staline. Une société imbrique les systèmes d'éducation, les modes de culture, les intérêts de classe, les rivalités personnelles, les types de production, que sais-je ?, les plus divers. Je me méfie des modèles réducteurs, des schémas géométriques. La démarche démocratique ne m'apporte pas toutes les satisfactions que j'aurais espérées mais il en est une que j'éprouve et qui passe avant les autres, le respect de la liberté, eh oui, la démocratie. Le mot apparaît éculé à certains, pas à moi. Refuser l'arbitraire, respecter des choses simples, parfois simplistes, qui garantissent les libertés, oui, j'ai fait ce choix tout en cherchant à réaliser, bien entendu, l'essentiel des options sur lesquelles j'ai été élu, qui ont à mes yeux valeur de contrat avec le peuple. Ne jamais oublier que l'excès appelle son contraire.

- FRANCOIS-MARIE BANIER.- Mais à certains moments ne regrettez-vous pas de ne pas pouvoir aller plus loin ?

- LE PRESIDENT.- Sur certains points, oui. Mais n'exagérons rien, je n'ai pas beaucoup de regrets de ce genre et je pense qu'avec Mauroy, Fabius et les autres nous avons fait considérablement bouger la société, que nous avons créé en de nombreux domaines des faits irréversibles.

- FRANCOIS-MARIE BANIER.- Ca doit parfois être terrible pour vous quand vous vous trouvez empêché dans votre action ?

- LE PRESIDENT.- Je n'aime pas ça.\

JEAN-LOUIS AUBERT.- J'aimerais savoir, monsieur le Président, si vous avez des convictions religieuses ?

- LE PRESIDENT.- Là, vous débordez. Rappelez-vous le mot de Monod mourant : "Je cherche à comprendre". Je cherche.

- JEAN-LOUIS AUBERT.- Que pensez-vous de la phrase de Malraux : "Le XXIème siècle sera mystique ou ne sera pas".

- LE PRESIDENT.- Sont en marche trop d'armées, trop de colère, trop de souffrances et trop de périls s'accumulent - fossé nord-sud, accumulation des armes nucléaires, violence des intérêts antagonistes - pour que ces menaces qui pèsent sur l'humanité ne poussent pas celles-ci à rechercher d'autres points d'équilibre. Et comme l'angoisse existentielle ne trouve pas de réponse, à l'ouest comme à l'est, dans la société politique, on est tout naturellement porté à rechercher cette réponse ailleurs. D'où cette étonnante extension des sectes, un peu partout. Malraux avait sans doute raison. Mais, tout en étant moi-même sensible à l'attrait d'une explication spirituelle, je redoute l'emprise de l'irrationnel sur le monde et je souhaite que les hommes résistent aux sollicitations puissantes et vagues des spiritualités confuses.

- JEAN-LOUIS AUBERT.- Ne pensez-vous pas que cela peut être la cause de guerres futures, surtout avec la montée de l'Islam ou la participation de l'Eglise à certaines luttes ?

- LE PRESIDENT.- Ma mère nous disait : "il n'y a que des guerres de religion". Ayant appris la leçon de Marx, je pourrais corriger : "il n'y a que des guerres économiques et donc des luttes de classe..." Est-ce ma mère ou Marx qui voyait juste ? Les conflits qui traversent les siècles sont toujours ceux de l'esprit. Mais les grands intérêts savent en jouer.

- JEAN-LOUIS AUBERT.- Etes-vous d'accord avec ceux qui disent que le fanatisme religieux est certainement le plus dangereux car il a bonne conscience par définition ?

- LE PRESIDENT.- Oui.\

FRANCOIS-MARIE BANIER.- Vous êtes imprégné d'éducation religieuse. Ne pensez-vous pas que cela paye de parler le langage du coeur en politique ?

- LE PRESIDENT.- Si on l'emploie pour être plus malin qu'un autre, l'insincérité saute au yeux. Je n'aime pas beaucoup l'étalage des sentiments. Je n'ai pas bien compris une réplique qui s'adressait à moi et qui a eu son heure de succès : "vous n'avez pas le monopole du coeur" `Valéry Giscard d'Estaing en 1974`. Je n'apprécie pas plus ce monopole-là que les autres.

- FRANCOIS-MARIE BANIER.- Ne croyez-vous pas pourtant qu'il soit possible de raisonner, de faire réfléchir ceux que l'on appelle les gens de droite ?

- LE PRESIDENT.- Bien entendu, et plus nombreux qu'on ne le croit. Il arrive que des bourgeois recuits voient avec émotion leur fils devenir prêtre, militaire volontaire pour expédition lointaine, révolutionnaire, et se disent "celui-là, il vaut mieux que moi". Tout homme est individuellement sensible à des valeurs désintéressées. Mais en tant que groupe social, la classe dirigeante, la nomenklatura, elles, n'évoluent pas, et n'ont qu'un mobile : leur intérêt, ou si vous voulez, préserver leur pouvoir.

- FRANCOIS-MARIE BANIER.- Et lorsque l'on sait que l'on ne peut pas faire bouger les choses ?

- LE PRESIDENT.- On peut toujours faire bouger les choses. Puis les fixer, progrès accompli. Je crois aux institutions, aux structures, qu'elles soient économiques, sociales, politiques. L'un des mots que j'ai répétés le plus souvent sur les tribunes publiques c'est que la liberté n'existe pas à l'état naturel. De l'anti-Rousseau quoi ! Seules les institutions permettent d'encadrer la liberté. Le mot encadrer peut paraître antinomique. Pas vraiment. Pardonnez cette banalité, notre liberté s'arrête là où elle opprime celle des autres.

- FRANCOIS-MARIE BANIER.- Pour parler encore des guerres, ne pensez-vous pas, monsieur le Président, qu'il est, outre l'explication religieuse une autre explication, disons spirituelle. Je pense en particulier à ce conflit permanent entre le paganisme et la loi, entre l'état de -nature et le monothéisme. Exemple : le nazisme contre le judéo-christianisme ?

- LE PRESIDENT.- S'agit-il vraiment d'une autre explication ? J'hésite à me lancer dans ce débat. Je ne suis pas sûr de donner aux mots que vous venez de prononcer le même contenu que vous. Le monothéisme et la loi d'un côté, le paganisme et l'état de -nature, de l'autre, l'ordre et le désordre, la grâce et le péché, attention, le dogmatisme frappe à la porte.\

VALERIE KAPRISKY.- Est-ce que vous ne pensez pas que, de plus en plus, les hommes politiques doivent savoir jouer avec la caméra ?

- LE PRESIDENT.- Jouer ? Disons utiliser. Oui, certainement.

- VALERIE KAPRISKY.- J'ai trouvé que dans votre dernière émission avec Mourousi vous étiez particulièrement à l'aise et même, parfois, j'avais l'impression que vous aviez oublié la caméra...

- LE PRESIDENT.- Oublier la caméra n'est possible qu'à force de travail. On est rarement bon d'instinct, en tout cas durablement, dans la pratique d'un métier, d'un art. On ne peut réussir sans un travail acharné. Il est des gens bénis des dieux, mais un don n'est qu'un tremplin. Quand on est sur le tremplin, reste à savoir comment évoluer, plonger et gagner les Jeux olympiques ! Bref, la difficulté commence ! On a dit longtemps que j'étais très mauvais devant la caméra. S'il s'agit d'un monologue, j'écris tous mes textes moi-même, mais je ne sais pas les réciter ! Je ferais un détestable acteur. Le dialogue, lui, vous emporte, vous oblige à parler à quelqu'un et non à la machine. Mais je me suis habitué à oublier la caméra. Je ne la vois plus. Je ne sais plus qu'elle est là. Il me semble désormais distinguer les gens qui sont derrière. La caméra c'est pour moi un monstre dominé. Je l'efface.

- VALERIE KAPRISKY.- C'est pour cette raison que vous êtes plus à l'aise devant un Mourousi important ?

impertinent :

- LE PRESIDENT.- Je l'aime bien comme partenaire. Mais, avec lui, comme avec vous, il n'y a de bonnes réponses qu'à partir de bonnes questions. Ce sont les bonnes questions qui font les bonnes émissions. Mourousi est rapide, direct, il manie les mots et les images avec dextérité. Rien de mieux que les grands professionnels en toute chose. Quant à l'impertinence, elle ne me gêne pas. La complaisance vous englue. Du moins, je le suppose car je n'ai guère connu la complaisance dans ma vie. Tout m'a été combat.

- FRANCOIS-MARIE BANIER.- Aimez-vous bien notre époque médiatique ou avez-vous la nostalgie des tribunes ?

- LE PRESIDENT.- Les grands orateurs de l'Antiquité parlaient sur l'agora, le forum, Cicéron, Démosthène, si l'on prend les exemples les plus classiques, à portée de voix dans des endroits où l'acoustique était soignée et eux-mêmes soignaient leur voix. Mais il n'existe pas de voix humaine capable d'atteindre d'immenses foules. D'où le triomphe des médias. Croyez-moi, la tribune c'est un drôle de médium, avec le relai du micro, mais aussi la présence physique, réelle, de milliers et de milliers de gens. On communique comme nulle part ailleurs. Je n'en ai pas la nostalgie puisque je la pratique toujours, qu'elle sera toujours indispensable. La télé commande un autre genre d'éloquence, de talent. La foule et la télé à la fois, en direct, ce n'est pas commode à concilier. La tribune exige force, insistance, gestes, pression constante et la télé veut la retenue, la discrétion, le minimum, jamais l'enflure. A Lille, à Grand-Quevilly, j'ai constamment veillé à harmoniser les deux manières de faire. C'est calé, croyez-moi. Ai-je réussi ? A vous de le dire. Mais, je le répète, ce n'est plus un problème pour moi.\

RENAUD.- A quel âge avez-vous appris ce contact avec les autres ?

- LE PRESIDENT.- J'étais très timide et je bafouillais à dix-huit, vingt ans. Et puis la vie... j'ai appris à me forcer, à m'obliger. Et je suis devenu naturel. Je cite souvent Whitman : "deviens ce que tu es".

- RENAUD.- Les gens adhèrent-ils à l'idée ou à l'éloquence ? Je pense au charisme d'un Le Pen ou d'un Hitler.

- LE PRESIDENT.- L'orateur qui n'exprime pas une idée, mais un besoin, s'il y ajoute ce que je ne sais quoi qu'on appelle le charisme, peut faire marcher des montagnes... Hitler a eu une idée simple, l'unité allemande, et exalté un besoin, sortir de la misère, du chômage, de la crise, de l'humiliation avec l'atout d'un immense talent oratoire. Tant que Hitler a réuni des Allemands, il a obtenu des succès époustouflants. Il a pu, sans guerre, avec un pays vaincu, écrasé, divisé, rattraper onze millions d'Allemands à la barbe des vainqueurs. L'idée de l'unité était tellement puissante qu'elle a tout débordé, renversé les traités et que les puissances, aussi bien la Russie que l'Angleterre, la France que les Etats-Unis n'ont pas osé, n'ont pas voulu s'opposer... Hitler a perdu la guerre quand il a substitué à l'idée d'unité allemande l'esprit de conquête. Tchécoslovaquie, Pologne : il a gagné en un éclair et pourtant il avait déjà perdu. Le grand mérite de Charles de Gaulle est de l'avoir perçu. L'idée ne suffit pas sans le besoin. L'éloquence fait le reste. Mais alors, attention : que de souffrances guettent les peuples qui perdent la raison.\

JEAN-LOUIS AUBERT.- N'est-ce pas tragique quand le besoin d'un peuple est à l'encontre de vos vœux, par exemple le vote des immigrés auquel vous tenez, n'est-ce pas une tragédie de penser que vous ne pouvez pas imposer cette idée à une France hostile ?

- LE PRESIDENT.- J'ai préconisé le vote des immigrés aux élections municipales. Il est normal que les gens donnent leur avis sur ce qui touche à leur vie quotidienne. Cela se pratique dans les pays scandinaves, en Hollande, en Grande-Bretagne. Je trouve triste que la France rogne là-dessus. On y arrivera, mais au prix d'un effort considérable de conviction.

- FRANCOIS-MARIE BANIER.- Mais vous vouliez aller plus loin ?

- LE PRESIDENT.- Je me suis heurté à un obstacle constitutionnel. Aux municipales, on élit des conseillers municipaux et les conseillers municipaux, eux, votent pour le Sénat. Le Sénat étant une assemblée parlementaire, la Constitution interdit qu'on vote pour une assemblée parlementaire quand on est étranger. Le Conseil constitutionnel casserait une loi qui n'en tiendrait pas compte.

- FRANCOIS-MARIE BANIER.- Sûrement, mais cette impuissance à ne pas pouvoir le réaliser

aujourd'hui n'est pas quelque chose qui vous blesse ?

- LE PRESIDENT.- Si. Je tiens compte de la réalité. Mais je n'abandonne pas.

- FRANCOIS-MARIE BANIER.- Ca ne vous blesse pas de ne pas pouvoir le faire maintenant ?

- LE PRESIDENT.- Si.\

FRANCOIS-MARIE BANIER.- Est-ce que c'est vrai que vous ne pensiez qu'à être écrivain ?

- LE PRESIDENT.- Non.

- FRANCOIS-MARIE BANIER.- Ce n'est qu'une légende ?

- LE PRESIDENT.- Pas tout à fait. J'étais d'une famille sans fortune & je comptais devenir professeur agrégé de droit ou d'histoire. Les agrégés, ils écrivent des articles, font des livres, des cours. Je trouvais ça très bien. Pour être libre d'écrire mais pas forcément d'être écrivain ... Finalement, j'ai choisi l'action politique, ou bien elle m'a choisi. C'était donc ma vocation. Cela dit, j'écris. L'argument ne suffit pas à se proclamer écrivain.

- RENAUD.- Votre vie, c'était l'action politique ?

- LE PRESIDENT.- La preuve !

- FRANCOIS-MARIE BANIER.- Vous ne pensiez pas être un jour Président de la République ?

- LE PRESIDENT.- Oh ! ça ne m'a jamais paru impossible, mais j'aurais trouvé ridicule de me fixer à moi-même un pareil objectif. J'ai très bien vécu 23 ans dans l'opposition ! 23 ans de suite ! J'aurais pu me rallier, comme tant d'autres, avec profit, enfin avec un profit misérable. Cela ne m'est pas venu à l'esprit. J'aurais pu tenir plus longtemps, jusqu'à la fin. Parce que je croyais à ce que je faisais. Je n'aurais pas eu un regret si cela s'était, comme probable, terminé autrement.

- FRANCOIS-MARIE BANIER.- Monsieur le Président, à partir de quel moment ça vous a semblé possible, vous avez commencé à y songer ?

- LE PRESIDENT.- A la présidence ? Oh ! l'élection me paraissait possible en 1974.

- FRANCOIS-MARIE BANIER.- Mais, bien avant, dans votre jeunesse, à quel moment avez-vous commencé à y penser ?

- LE PRESIDENT.- J'ai écrit un jour pour Bernard-Henry Lévy un petit papier qu'il m'avait demandé - où j'avais raconté qu'enfant j'avais confié "je veux être roi ou pape"... n'y voyez pas un instinct de puissance débridé ! J'aurais pu aussi bien désirer être vainqueur du Tour de France ou champion de Wimbledon ! Quoi qu'il en soit, si j'ai aujourd'hui le pouvoir d'un monarque constitutionnel, je n'ai pas encore celui d'un pape. C'est raté !\

FRANCOIS-MARIE BANIER.- Ce qui vous a conduit à la politique, c'est le refus des inégalités ?

- LE PRESIDENT.- Plus encore.

- FRANCOIS-MARIE BANIER.- Un devoir de justice ? Un désir d'ordre ?

- LE PRESIDENT.- De justice, oui. Le seul ordre acceptable.

- FRANCOIS-MARIE BANIER.- Ce n'était pas pour changer la société ?

- LE PRESIDENT.- A priori, non... Je n'en avais pas une vue claire. Je souffrais de l'injustice. Question d'éducation, inclination naturelle, je ne sais. Et puis il y a eu la guerre, les persécutions, l'holocauste et j'ai approché de plus près les inégalités criantes, l'état auquel étaient condamnés les premiers acteurs de la production, ouvriers, employés. Et j'ai lu.

- FRANCOIS-MARIE BANIER.

- C'était par goût des relations entre les hommes ?

- LE PRESIDENT.- Je le crois. Mais ne confondons pas. Je n'ai jamais été très "relationnel", comme on dit. Pas excellent dans les relations publiques, ça non.

- FRANCOIS-MARIE BANIER.- Vous n'étiez pas un révolté ?

- LE PRESIDENT.- Je ne suis pas né dans les groupes sociaux écrasés, mais dans la bourgeoisie moyenne de province. Nous étions, nous sommes toujours, huit frères et soeurs plus deux cousins dont le père était mort à la guerre. On n'était pas riche. On ne vivait pas mal non plus. Je n'étais pas un révolté porté par le besoin fondamental de gagner son pain, de défendre sa dignité. Mon pain était assuré, ma dignité n'était pas bafouée. J'appartenais à une famille de pensée et, j'ajouterais, de sensibilité qui m'a préparé à comprendre le sens des révoltes nécessaires. L'Histoire est pleine de cas semblables. D'où venaient Lénine, Mao, Allende, Castro, Marti, Jaurès, Blum, sinon de la bourgeoisie ?\

FRANCOIS-MARIE BANIER.- Monsieur le Président, est-ce que vous pensez que votre élection en 1981 a eu un -rapport avec Mai 1968 ?

- LE PRESIDENT.- Non, je ne pense pas. Je dois dire même que ceux de 68 me regardaient avec méfiance. N'est-ce pas, Renaud ? Non ? Ils me considéraient comme un vieux politicien, fatigué, qui avait traîné ses basques un peu partout... J'ai, comme vous, dix-huit ans de plus aujourd'hui. N'avons-nous pas rajeuni la France en quatre ans ?

- RENAUD.- 68 a tout de même été la première explosion qui a secoué la droite ?

- LE PRESIDENT.- Objectivement, oui... Mais, dans l'immédiat, ça a abouti au renforcement de la droite. Pour reprendre mon petit calcul, c'est vrai que les jeunes gens de 1968 avaient, en 1981, treize ans de plus. Treize ans de plus, ça suffit pour garder l'essentiel de son idéal et pour y ajouter un rien de raison... Alors, peut-être ai-je bénéficié de cette conjonction... La plupart des mouvements de 68 se sont perdus dans un incroyable logomachie simili-marxiste à laquelle on ne comprenait rien. Je crois avoir échappé à la contagion.

- JEAN-LOUIS AUBERT.- Mais la dénonciation d'un monde fini, ça vous a aidé ?

- LE PRESIDENT.- Oui, peut-être. Jack Lang est fils de Mai 68, et tant mieux ! Je m'entends très bien avec lui. Avec les autres aussi qui ont partagé la même expérience. Drôle de chemin, quand même. Je me souviens de ces défilés où les étudiants scandaient : "Mendès si, Mitterrand no".

- FRANCOIS-MARIE BANIER.- Vous en avez souffert, à l'époque ?

- LE PRESIDENT.- Non, c'était rigolo et le triomphe de l'ignorance. J'ai parlé en plein Mai, rue Saint-Guillaume, devant le Comité de Sciences-Po qui m'avait convié. Le Président, qui était, je crois un agrégatif, y a mis en cause mon rôle dans la guerre d'Algérie alors que j'étais ministre de l'intérieur. "Oui", expliquai-je, "J'étais le ministre de l'intérieur du gouvernement de Mendès France - et je m'en flatte - et nous avons travaillé en parfaite entente". "Ce n'est pas vrai", me lança-t-il, "jamais Mendès France n'a dirigé un gouvernement"... (rires). Heureusement, j'en ai rencontré de plus sérieux et, cessons de plaisanter, qui ont obligé la société entière, et moi dedans, à m'interroger sur ce monde fini, bloqué, vide, que vous évoquiez à l'instant.

FRANCOIS-MARIE BANIER.- Faisons un peu de fiction : si vous aviez été élu en 1965 ?

- LE PRESIDENT.- Ce n'était pas possible, mais je vous écoute...

- FRANCOIS-MARIE BANIER.- Est-ce que Mai 1968 aurait existé si vous aviez été élu ?

- LE PRESIDENT.- Je ne voudrais pas paraître présomptueux. Je vous réponds avec précaution. Mais je ne le pense pas. Mon élection aurait signifié, comme ça a été le cas en 1981, le réveil de l'espérance.

- FRANCOIS-MARIE BANIER.- On a beaucoup dit que de Gaulle avait accompagné le changement d'une société rurale à une société industrielle et qu'il n'a pas continué, d'où l'explosion de Mai 68.

- LE PRESIDENT.- Non. Je pense qu'il s'est laissé porter par la croissance qui a suivi la guerre mais qu'il ne s'est pas intéressé à ce genre de question. Il a eu des presciences géniales dans son ordre de pensée, la connaissance de l'Histoire, l'art et la stratégie militaires. Il a annoncé la victoire du camp occidental dès 1940, en pleine défaite. Il avait compris l'importance de la mécanisation de l'armée. Il a imposé l'arme nucléaire et le concept de dissuasion. C'était aussi un remarquable stratège sur le terrain politique. Il a longtemps incarné les aspirations nationales, les aspirations populaires. Mais, rappelé au pouvoir en 1958 par une classe dirigeante coincée entre la guerre d'Algérie et les troubles sociaux, il ne s'est guère occupé des questions qui hantaient l'esprit de la jeunesse et a ignoré les transformations en profondeur de la société du moment. Il n'était plus que le garant d'un -état de choses révolu. Cela lui a valu 68, le choc, et 69, le départ.

FRANCOIS-MARIE BANIER.- Vous pensez à la mort de temps en temps ?

- LE PRESIDENT.- Si vous n'y pensez pas, elle se rappelle à vous...

- FRANCOIS-MARIE BANIER.- On dit que vous avez une passion pour les cimetières et le sens de la mort...

- LE PRESIDENT.- On l'a écrit parce que je suis allé au Panthéon le jour de mon investiture et, le lendemain de mon élection, sur la tombe de Georges Dayan, mon cher ami et compagnon mort

l'année précédente. Je n'avais pas invité la presse mais elle me suivait partout. Au point que, lorsque je suis allé peu après chez moi, à Jarnac, en Charente, où sont enterrés tous les miens et, voulant me recueillir au cimetière, comme je n'y manque jamais, j'ai dû battre en retraite pour ne pas transformer en spectacle ce qui m'appartenait en propre. Je suis resté à la maison. Visiter leur dernière demeure, ce n'est pas être attiré par la mort, mais par le souvenir d'hommes et de femmes qui me sont chers ou dont je suis curieux. Mallarmé en Seine-et-Marne, près d'Avon, Van Gogh à Auvers-sur-Oise, Bernanos dans l'Indre, Sand aussi. Mais voilà que j'apporte une nourriture nouvelle à la caricature ! Ce n'est pas la mort qui m'intéresse, c'est la vie. Et la vie sans la mort, qu'est-ce que c'est ?\

FRANCOIS-MARIE BANIER.- Parlons des vivants. Y a-t-il des hommes contemporains qui vous fascinent dans l'esprit ? Y a-t-il des gens dont vous vous dites : "Qu'est-ce qu'ils feraient à ma place" ?

- LE PRESIDENT.- Non, je préfère me fier à mon propre jugement.

- FRANCOIS-MARIE BANIER.- Vous rencontrez tout de même des gens pour former votre jugement ?

- LE PRESIDENT.- Oui, très souvent. J'ai reçu des financiers et des économistes en mars 1983 au moment où l'on devait savoir si l'on devait persévérer dans la politique dite de rigueur. C'était une question extrêmement grave, j'ai consulté, pendant cinq jours, des experts de droite et des experts de gauche ... les meilleurs. Au bout du compte et quelle que soit l'indéniable utilité de ces consultations, la décision n'appartient qu'à un seul. Cette décision, je l'ai prise en relation étroite avec Pierre Mauroy et Jacques Delors.

- RENAUD.- Est-ce que vous êtes conscient que les jeunes, dont la politique n'est pas le métier, ne comprennent pas la politique de rigueur alors que la bourse pavoise. On se demande si ce n'est pas la rigueur pour les plus démunis et le profit pour les plus grands...

- LE PRESIDENT.- Je comprends qu'on se pose la question, mais conclure à l'aggravation des inégalités ne serait pas juste. Nous avons réduit, au contraire, l'écart, soit par des mesures fiscales - comme l'exonération de l'impôt sur le revenu de 500000 foyers ou la baisse de cet impôt - soit par des mesures sociales, la liste est longue, soit par la réduction de l'inflation. Le SMIC a été augmenté de 15 %, les personnes âgées, les handicapés, les familles nombreuses ont vu leur pouvoir d'achat s'accroître de 15 à 20 %. J'aurais voulu faire davantage. Pas commode en pleine crise des économies européennes. L'amélioration qui a commencé permettra, assez vite, un mieux-être social.\

VALERIE KAPRISKY.- Je voulais juste une question. On parlait d'image tout à l'heure.

Gorbatchev est en train de faire une grande opération de séduction. Moi, je trouve plutôt qu'il a l'air d'un espion du FBI. Il a le look tout à fait américain avec ses lunettes noires et son imperméable. Vous ne trouvez pas ?

- LE PRESIDENT.- Non, non vous vous trompez. Vous le dites sous forme de boutade, j'espère. Gorbatchev est un homme moderne. Il a 55 ans et est typique de sa génération. Désormais, par le style, le langage, le mode de vie, la forme d'esprit, il en remontrera aux grands technocrates américains, anglais, français... aux politiques, aussi, qui devront se souvenir qu'il dirige un empire au nom d'une révolution. Beaucoup d'atouts dans une seule main.

- VALERIE KAPRISKY.- Mais il ne cultive pas ce look ?

- LE PRESIDENT.- Il a tenu avec moi une conférence de presse à Paris. Il y avait là tous les grands journalistes français, américains, étrangers de toutes sortes. Il s'en est fort bien tiré. Ça prouve une plasticité assez remarquable et il est costaud, solide. Beaucoup de qualités. Quant à savoir s'il modernisera l'URSS, je le pense. Mais modifier le système-même, ça n'est pas garanti. Gorbatchev incarne plutôt une intelligente façon de le perpétuer.\

FRANCOIS-MARIE BANIER.- Il y a des modes de l'Est. Ressentez-vous la séduction de l'Est ? On voit des branchés dans les Halles porter des blousons CCCP avec effigie de Lénine, drapeau rouge.

- LE PRESIDENT.- Vous voulez dire qu'on voit moins d'UCLA et de COLUMBIA ?

- FRANCOIS-MARIE BANIER.- Est-ce que ce n'est pas pire que les Verts en Allemagne ? Sting ou Elton John ont des sympathies : finalement l'URSS, ce n'est pas si mal. Le look est l'esthétique.

- LE PRESIDENT.- C'est l'attrait de ce qu'on ne connaît pas.

- RENAUD.- Le peuple soviétique, on en parle, au moins, avec eux ...

- LE PRESIDENT.- Vous vous souvenez de la période maoïste, l'extraordinaire prestige de Mao dans les têtes occidentales. Finalement, même en Chine, il n'en reste pas grand chose. Il a été un meneur de peuple considérable. Son aventure habitera longtemps les mémoires. Mais son influence politique, c'est fini. J'ai eu une longue conversation avec lui, chez lui, à Hang Chéou, en 1961. Le meilleur de son oeuvre était déjà derrière lui. Sept ans avant l'explosion maoïste en France ! La jeunesse est souvent rétro. On découvre encore le Pérou. Pourquoi pas l'Union soviétique !\

FRANCOIS-MARIE BANIER.- Pour conclure, nos amis voudraient chacun vous poser une question, la dernière.

- LE PRESIDENT.- Bien, allez-y.

- VALERIE KAPRISKY.- Moi, c'est simple, je voudrais savoir pourquoi vous n'avez pas changé la décoration de votre bureau qui n'est pas très moderne ?

- LE PRESIDENT.- Pas du tout moderne, en effet ! J'ai chargé Paulin d'imaginer un mobilier complètement différent, ce qu'il a fait. On ne l'a pas encore installé. Le décor est Napoléon III. Le général de Gaulle a fait de ce salon son bureau. Il y a là toute une histoire. Je ne suis ici que de passage et je ne veux pas tout bouleverser. J'ai placé là cette mappemonde et cette carte du ciel que j'ai fait fabriquer. Les artisans et les artistes qui y ont travaillé sont les derniers de leur espèce. Des champions. Je veux qu'on sauve leur métier et ai demandé qu'on commande 50 globes terrestres avec la carte politique du monde en 1985. Ca n'existe nulle part. J'en suis très heureux et, comme vous voyez, je les montre à qui me visite.\

FRANCOIS-MARIE BANIER.- De votre passage, monsieur le Président, quel est le geste le plus important à vos yeux ?

- LE PRESIDENT.- Ca mérite réflexion (Le Président garde silence et regarde Renaud qui n'a pas compris qu'il faut poser une question).

- RENAUD.- Eh bien ! moi, je pense que... j'espère que vous resterez encore longtemps... Je ressens quelque chose que je n'ai pas ressenti auparavant, je suis plutôt fier et heureux d'être Français, grâce à vous.

- LE PRESIDENT.- Oui, je vous remercie, oui... C'est important pour moi que Renaud, le révolté, celui que je connais à travers les médias, sache faire la part des choses et se reconnaisse pour une part dans ce que nous avons accompli.

- JEAN-LOUIS AUBERT.- Si vous aviez le choix entre trois types de jeunes, quel serait votre hit-parade ? Si vous aviez à choisir entre un jeune qui va au chômage paresseusement, un autre qui se présente pour être tuciste et un dernier qui, de temps en temps, repeint des appartements au noir ?

- LE PRESIDENT.- Le tuciste ! Parce qu'il essaie, parce qu'il se forme, parce qu'il veut vivre au grand jour.

- JEAN-LOUIS AUBERT.- Et en deuxième position ?

- LE PRESIDENT.- Le dernier, pour moi, est celui qui ne veut rien faire. Celui qui agit par des moyens illégaux me plaît plus que celui qui ne veut rien faire. La philosophie de la vie victorieuse, c'est l'effort.\